Langues, environnement lettré et développement durable

Sassongo Jacques SILUÉ(1),
Jacqueline Siamba Gabrielle DIOMANDE-KEITA(2)

(1) Université F. Houphouët-Boigny de Cocody, Côte d'Ivoire
(2) Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Résumé : En dépit d'une aide extérieure continue, l'Afrique n'arrive toujours pas à trouver le chemin du développement. Le développement ayant fondement anthropologique, sans doute, faut-il mettre l'Homme au centre du processus en optimisant ses capacités endogènes à partir de l'écriture dans sa propre langue. L'objectif de la présente étude est de montrer que l'on peut engager un développement durable si l'on travaille à asseoir un environnement lettré de qualité à partir d'une promotion de la culture du mot écrit. Un constat indiscutable est que la quasi-totalité des nations reconnues comme développées sont mues par la culture de l'écriture de leurs langues, alors que dans celles qui peinent à se développer, comme les nations subsahariennes, la culture de l'écrit reste marginale. Pour y promouvoir un environnement lettré, il faut se tourner vers les langues qui devront être instrumentalisées pour l'éducation, en les dotant de systèmes d'écriture. Il ne suffira pas d'apprendre aux individus à lire passivement, c'est-à-dire, à décoder simplement des textes déjà écrits ; il faudra surtout les former à la production de l'information écrite à des fins scientifiques et techniques réelles et que la pratique du mot écrit soit étendue à forte proportion des membres de la société.

Mots-clés : composantes de l'environnement lettré, langue locale, développement durable, littératie, éducation, information écrite

1 Introduction

Depuis le XX^{e} siècle, l'Afrique a bénéficié d'apports financiers énormes estimés en milliers de milliards de dollars pour soutenir son développement. Mais de l'avis de nombre d'observateurs, telle l'économiste zambienne D. Moyo (2009), non seulement l'aide au développement n'a servi à rien, mais au contraire, elle aurait produit « des ravages ». C'est une situation bien paradoxale puisque d'autres régions du monde placées dans les mêmes conditions historiques de course au développement ont, très significativement décollé, pourtant avec des soutiens financiers moindres. C'est notamment le cas

des pays d'Asie de l'Est, ces géants du développement reconnus comme « émergents » bien avant que ce terme ne se soit galvaudé ces derniers temps en raison de son emploi abusif de la part des dirigeants africains, essentiellement.

Avec du recul, il est permis aujourd'hui de penser avec D. Moyo que l'Afrique peut soutenir son développement sans forcément avoir besoin de tendre indéfiniment la main à la recherche de quelque assistance étrangère. Pour ce faire, il importe peut-être de se tourner vers l'acteur essentiel du développement, à savoir, l'Homme. L'Homme est l'alpha et l'oméga du développement, c'est-à-dire, qu'il en est à la fois la source ou la raison et la finalité.

Mais l'homme n'est qu'une ressource potentielle. Pour le mettre au service du développement et de sa durabilité, il faut optimiser les moyens dont il dispose, parmi lesquels il y a la langue, cette ressource inépuisable qui, selon A. Djédou (2018), au contraire des autres ressources, augmente au fur et à mesure qu'on l'exploite.

L'objectif de la présente étude est de montrer que si les langues sont outillées et que leur utilisation favorise l'émergence d'un environnement lettré, alors, il sera facile de conceptualiser et de conduire des actions de développement. Nous partons de ce qu'on entend par « développement durable » pour montrer que l'une des composantes qui manque sans doute le plus aux efforts de développement en Afrique subsaharienne est la culture de l'écrit. Notre objectif de recherche est soutenu par l'hypothèse qu'un environnement lettré est indispensable pour conceptualiser et implémenter le développement durable.

L'environnement lettré, véritable milieu de culture et le développement durable suscitent beaucoup d'interrogations. Si les difficultés de développement en Afrique subsaharienne sont dues à l'absence d'un environnement lettré, quelles sont les caractéristiques d'un tel environnement qui permettent de conceptualiser et de mettre en œuvre le développement durable ? Que doit-on entendre par environnement lettré ? En évoquant la culture de l'écrit, sous quelle forme cette culture doit-elle être livrée et promue pour tendre vers un environnement lettré ? Quel peut être le rôle des langues et comment celles-ci peuvent-elles aider à construire un tel environnement ? L'environnement en question serait-il une donnée universelle absolue ou, au contraire, doit-on lui reconnaître des niveaux ou degrés différents ? Y aurait-il des manifestations palpables représentatives de l'environnement lettré ?

L'ensemble de la réflexion se structure autour de trois points : (1) nous présenterons d'abord le développement durable, avant (2) d'identifier les variantes ou degrés de l'environnement lettré dans le contexte du développement et, enfin (3) nous nous arrêterons sur les contraintes potentielles qui pèsent sur la promotion de l'environnement lettré en Afrique subsaharienne surtout et, en réplique, les solutions qui pourraient être suggérées. La méthodologie consistera ici à mettre en contraste la région de l'Afrique subsaharienne avec celle de l'Europe occidentale. Nos données proviennent des statistiques de l'Unesco sur l'éducation et celles de l'Index Mundi de 2018.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

2 Le développement et sa durabilité

Le terme de « développement » au sens de condition de vie des sociétés humaines, est relativement récent. Il ne date pas d'avant la Deuxième guerre mondiale (C. Garforth et P. Oakley 1986). Cependant, en raison de l'intérêt quasi universel qu'il suscite, on le retrouve dans pratiquement tous les champs disciplinaires. Pour les économistes qui pourraient, à raison, revendiquer la paternité du concept, le développement serait l'ensemble des activités d'une communauté orientées vers la production de biens. Le développement sous-entend l'idée de progrès, comme le souligne J. K. Coetzee (2001 p. 32) :

> *[…] development is a form of social change that will lead to progress, the process of enlarging people's choices, acquiring knowledge and having access to resources for a decent standard of living, and a condition of moving from worse to better.*

Nous considérons ici le développement sous les deux modalités qui le caractérisent au mieux : la dimension anthropologique et la valeur acquise à travers le temps, à savoir, la durabilité.

2.1 La dimension anthropologique du développement

Même si dans nombre de langues le terme de « développement » n'est pas intégré dans la conscience linguistique sous la forme d'un seul lexème, il n'en demeure pas moins que toutes les sociétés ont une conscience du développement. Dans certaines sociétés, cette réalité est généralement conceptualisée sous forme de périphrase. Ainsi, à l'instar d'autres sociétés qui n'ont pas une culture du livre fermement établie, les Sénoufos du Nord de la Côte d'Ivoire se réfèrent au développement comme *le fait d'aller de l'avant.*

Le développement a un pendant anthropologique qui lui crée des affinités avec d'autres déterminants de même nature comme le langage articulé. Si le réflexe de survie relève de l'instinct, le désir d'améliorer ses conditions de vie est une attitude bien consciente très souvent suivie d'une évaluation critique de la situation du moment, puis d'une planification expresse des actions à accomplir. On pourra toujours débattre de la capacité de projection ou non chez les singes les plus évolués, mais on admettra aisément qu'ils ne sont pas connus pour leur habitude à planifier des actions déconnectées du présent, c'est-à-dire, sans rapport avec leurs intérêts instinctifs immédiats. S'il arrivait, par exemple, que les rats modifient leur terrier, ce serait en réponse à un stimulus extérieur, comme la survenue de conditions climatiques particulières, et non pas pour améliorer le confort de leur habitat…

L'un des critères distinctifs entre les Hominidés et les autres espèces vivantes est la fabrication d'outils où le passage de la pierre taillée à la pierre polie est déjà une forme de développement. En effet, l'obtention de la pierre polie est le résultat d'une planification consciente. Ayant à sa disposition le premier outil (la pierre taillée), les Hominidés ont planifié la confection de la pierre polie en fabriquant un autre outil destiné, non pas à l'accomplissement des tâches habituelles, mais à la fabrication d'une

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

forme plus élaborée d'outil : ils ont utilisé un *méta-outil*, chose dont les animaux les plus évolués ne sont pas, en principe, capables.

L'un des invariants du développement est sa dimension collective. En règle générale, on ne parlera pas de développement, s'agissant d'un seul individu. Derrière l'invariant collectif, se profile l'idée d'interactions, de communication, c'est-à-dire, de langage. Dès les origines, le langage a été consubstantiel aux actions de développement avec la fabrication d'outils, les tout premiers produits technologiques. En effet, pour garantir la pérennisation des techniques de fabrication d'outils, les Hominidés ont dû transmettre ces techniques de générations en générations par-delà les âges. Cela a été possible par le recours à un langage qui gagnait progressivement en sophistication au fur et à mesure de l'évolution des objets fabriqués, jusqu'à ce qu'il atteigne le niveau perfectionné du langage articulé.

On le voit, la nécessité de transmettre des techniques de fabrication d'outils est indirectement à la base de l'émergence du langage articulé et on peut en conclure que le langage et les technologies, donc le développement, sont liés dès les origines. Enfin, on peut ajouter que la praxis du développement sera d'autant plus efficace que la société se donnera les moyens de démultiplier les capacités humaines pour porter le développement à des niveaux plus élevés, tout en se souciant progressivement de la durée de ses effets dans le temps : c'est la question de la durabilité.

2.2 Développement durable et disparités de niveaux de développement

La question du développement et de sa durabilité a également un pendant anthropologique, tant elle est étroitement liée au facteur conscient du développement. Elle n'est posée et se pose qu'aux êtres humains. En effet, dans la mesure où les animaux ne conceptualisent pas le développement et que l'idée d'accumulation (de biens) leur est inconnue, on ne les verra pas surexploiter leur habitat au-delà de ce qui est indispensable. C'est là encore la conscience des hommes, toujours animée par les idées prospectives, qui a fini par voir naître en eux le réflexe de la nécessaire durabilité. On peut en déduire que pour assurer la pérennité du développement, il faut agir sur ses moyens et sa praxis, ce qui suppose qu'il faille travailler sur la conscience de l'homme à travers l'éducation en général et l'accès à l'information en particulier. Ainsi, l'existence ou non d'un environnement socioculturel favorable à la conduite d'un développement où la question de la durabilité est centrale explique, d'une certaine manière, les différences de niveaux de développement entre les communautés humaines.

Les organisations internationales ont coutume de catégoriser les régions du monde sur la base de leurs niveaux de développement, lesquels sont généralement calculés à partir de multiples critères quantitatifs comme le PNB et/ou plus qualitatif intégrant des variables plus complexes comme l'indice de développement humain (IDH). Quel que soit le critère, le contraste entre les régions est toujours saisissant. Comme indiqué au départ de la réflexion, nous exploitons les données de l'Index Mundi de 2017, publiées en 2018 pour seize[1] pays de l'Europe occidentale et quarante-six pays de l'Afrique

[1] Il s'agit de l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, Malte, la Macédoine, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Roumanie et la Suisse.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

subsaharienne. Les PNB varient de manière ostensible : entre 4.150 milliards pour l'Allemagne qui a le PNB européen le plus élevé et 1 milliard pour Sao Tomé-et-Principe, le pays subsaharien ayant le PNB le moins élevé. Si l'on prend le seuil de 70 milliards comme valeur médiane, cela donne la configuration suivante :

Tableau 1 : Catégorisation des pays selon le PNB et selon la valeur médiane de 36 – *Source : Index Mundi 2017*

		PNB < 70 M		PNB > 70 M	
Régions du monde	Total pays considérés	Nb de pays	%	Nb de pays	%
R. subsaharienne	46	28	60,87	18	39,13
R. Europe occidentale	16	0	0	16	100

Les données indiquent que sur un nombre total de 46 pays de l'Afrique subsaharienne[2] concernés par l'étude, 18 seulement sont au-dessus de la médiane, soit 39,13 %, alors que 28, soit 68,87 % sont en dessous de la valeur médiane seuil. En revanche, tous les 18 pays de l'Europe occidentale sont au-dessus de cette médiane.

Lorsque l'on se tourne vers les indicateurs plus représentatifs de la qualité de vie quotidienne des populations comme l'accès à l'éducation et aux soins de santé, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la liberté d'opinion, la sécurité, la démocratie, etc., éléments constitutifs de l'Index de Développement Humain (IDH), le fossé entre les pays d'Europe occidentale et ceux de l'Afrique subsaharienne demeure. Sur la base de l'IDH, le FMI utilise une classification des nations qui donne trois niveaux : les pays ayant un IDH « *très élevé* », ceux dont l'IDH est juste « *élevé* », et enfin, ceux qui ont un IDH « *moyen* ». Nous ajoutons un quatrième niveau, celui des pays à « *IDH faible* ». Cela donne la configuration ci-après :

Tableau 2 : Catégorisation des pays selon l'IDH – *Source : Index Mundi 2017*

Catégories selon l'IDH	Total de pays considérés	Région subsaharienne		Région d'Europe occidentale	
		Nbr de pays	%	Nbr de pays	%
Très élevé	51	0	0	25	49,01
Elevé	54	2	3,70	1	1,85
Moyen	40	10	25	0	0
Faible	42	32	76,19	0	0

Les données du Tableau 2 laissent voir qu'aucun des pays de la région subsaharienne n'est classable dans la catégorie des pays à « IDH très élevé », 2 pays seulement sont dans la catégorie « IDH élevé », 10 dans la catégorie « IDH moyen » et jusqu'à 32 dans la catégorie « IDH faible ». En revanche, sur l'ensemble des pays de l'Europe occidentale considérés, presque tous sont catégorisés comme pays à « IDH très élevé » et

[2]Il s'agit de l'Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, RDC, RCA, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

aucun d'entre eux n'est classé parmi les pays à « IDH moyen », encore moins à « IDH faible ».

Le fait que l'on puisse distinguer clairement des pays aux indicateurs très flatteurs aux côté d'autres dont les indicateurs IDH sont peu reluisants suscite naturellement l'interrogation suivante : qu'est-ce qui a permis, à travers le temps, aux pays d'Europe occidentale d'être « développés » contrairement à ceux de la zone subsaharienne ? Qu'est-ce que les pays dits « développés » ont en commun comparativement aux nations peu développées ? Nous rappelons l'hypothèse de départ qui est que, de manière générale, le contexte socioculturel favorable à la conceptualisation et à la mise en oeuvre du développement, et spécifiquement l'importance accordée ou non à la culture de l'écrit induit probablement les différences dans les niveaux de développement.

2.3 La culture de l'écrit et l'optimisation des ressources humaines

Le développement requiert d'une part, des ressources naturelles, et, d'autre part, des ressources humaines pour les exploiter. Le développement ne consiste pas seulement à exploiter les ressources pour la simple satisfaction des besoins matériels immédiats. Il consiste aussi à relever qualitativement le niveau de vie. Au-delà des ressources naturelles et des ressources humaines, c'est, selon K. K. Prah et Y. King (1999), surtout la qualité des ressources humaines qui permet de mettre en place un programme de développement efficace. Dans le même ordre d'idées, l'ex-président malien, Amani Toumani Touré rappelait que la principale ressource de l'Afrique n'est pas ce qui se trouve *dans* son sous-sol, mais, au contraire, ce qui se trouve *sur* son sol, c'est-à-dire ses hommes et ses femmes.

Une observation attentive permet d'identifier quelques invariants socio-culturels susceptibles de fournir un début d'explication aux causes des disparités de développement. Le premier invariant de type socioculturel et commun aux nations d'Europe occidentale est l'utilisation de leurs propres langues pour la conduite du développement. En outre, ces nations ont doté la quasi-totalité de leurs langues de systèmes d'écriture, ce qui n'est pas le cas des nations de la zone subsaharienne où les langues sont maintenues à l'écart du développement et, pire, reléguées dans le seul domaine de l'oralité[3].

En d'autres mots, il est raisonnable de supposer que les trois facteurs que sont le recours aux langues locales, leur enrichissement en système d'écriture et surtout la généralisation de la pratique de l'écriture à l'échelle sociale ont contribué à créer les conditions très favorables dans un cas et que la négligence de ces mêmes facteurs est à la base de la lenteur du développement, dans l'autre. La combinaison de ces trois facteurs (langue locale, son enrichissement en systèmes d'écriture, usage intensif du mot écrit) contribue significativement à l'avènement de l'environnement lettré favorable au développement. Si l'environnement lettré a vraiment un impact sur le développement en général, on devrait pouvoir noter une corrélation positive entre le développement à travers les indicateurs convenus (PNB et IDH) et ceux de l'environnement lettré.

[3] C'est-dire, telles que la nature nous les a données !

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Comment mesurer l'environnement lettré ou le degré d'appropriation de la culture de l'écrit dans une société ?

En l'absence d'un indicateur de mesure de l'environnement lettré dûment étalonné, on peut se contenter du taux d'alphabétisme relativement bien documenté par les institutions internationales telles que l'Unesco. On supposera qu'une communauté comme par exemple, le Japon et la plupart des pays européens dont le taux d'alphabétisme est de 100 % ont très bien intégré la culture de l'écrit. En revanche, un pays comme le Niger dont le taux d'alphabétisme est le plus faible d'Afrique subsaharienne avec 19 % a, à peine, dépassé le niveau 1 (voir infra) de l'environnement lettré. Ce faisant, sur la base de la valeur médiane de 70 % d'alphabétisme, nous avons la configuration suivante :

Tableau 3 : Catégorisation des pays par rapport au seuil médian de 70 % d'alphabétisme – *Source : Index Mundi 2017*

Zones considérées	Nbr total de pays considérés	Taux alphab. > 70 %		Taux alphab. < 70 %	
		Nbr	%	Nbr	%
Pays zone subsaharienne	42	2	4,7	44	84,09
Pays Europe occidentale	9	9	100	0	0

On note que pour la zone subsaharienne, moins de 5 % des pays peuvent être considérés comme ayant une bonne culture de l'écrit, contre 84,09 % dans la zone d'Europe occidentale. Les chiffres mondiaux indiquent également que bon nombre de pays d'Asie (Japon, Corée, Chine, aujourd'hui, Vietnam, etc.) ont des taux d'alphabétisme élevés comparativement aux pays africains subsahariens ; ce qui laisse croire à une présomption de la présence d'une culture de l'écrit.

En ce qui concerne ces pays d'Asie, un facteur déterminant est souvent perdu de vue : la quasi- totalité des pays d'Asie cités ici disposaient de l'écriture bien avant la rencontre avec le colonisateur européen[4].

Sur la base des données présentées ici, qui sont à rapprocher de niveaux du PNB, et de l'IDH, on réalise que les régions du monde qui affichent des indicateurs de développement élevés sont ceux dont les niveaux de culture de l'écrit sont également élevés. La conclusion s'impose d'elle-même : pour faire progresser le niveau de développement, les nations au sud du Sahara devraient s'employer à asseoir et à promouvoir une culture de l'écrit pour favoriser l'émergence d'un environnement lettré.

3 L'environnement lettré et le développement

Notre hypothèse de départ est que les disparités dans les niveaux et qualité de développement d'une région du monde à une autre sont, dans une large mesure, dues aux conditions ambiantes, notamment, la qualité de l'environnement qui encadre la conduite du développement et spécifiquement l'environnement lettré. On rappellera

[4]Bon nombre d'entre eux pratiquaient déjà l'écriture quoique à une échelle réduite de celle des Occidentaux.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

que l'environnement lettré correspond au niveau de littératie d'une communauté. L'environnement lettré n'est certainement pas une donnée absolue, figée. Il est une réalité qui comporte des niveaux de gradation qu'atteignent les communautés humaines à des moments de leur évolution. En fait, ces niveaux de gradation correspondent à des degrés d'appropriation de la culture de l'écrit.

3.1 Composantes évolutives de l'environnement lettré

Nous concevons l'environnement lettré comme la condition sociale et culturelle d'une communauté dans son rapport avec le mot écrit. Il est l'aboutissement historique, patient d'un processus d'intégration du mot écrit dans la vie économique, sociale et culturelle d'une communauté. Bien que la formation de l'environnement lettré soit un continuum, il doit être envisagé comme une échelle en trois points distincts :

1. la conscience ou la connaissance que la parole articulée peut être représentée à l'aide de signes scripturaux,
2. l'omniprésence visible du signe écrit dans l'environnement socioculturel de la communauté,
3. l'intégration quasi-totale de la pratique de l'écriture dans la vie quotidienne de la communauté.

3.1.1 Le niveau 1 de l'environnement lettré : connaissance du signe écrit

Il correspond au savoir culturel factuel selon lequel l'on peut représenter la langue parlée par des signes transcrits. À ce niveau primaire de l'environnement lettré, l'écriture est généralement introduite dans la communauté par le biais des institutions dédiées à cet effet, comme l'école ou encore les projets d'éducation des adultes. Dans ce cas de figure, l'utilisation de l'écriture est uniquement l'affaire des individus qui se sentent directement concernés (responsables de l'éducation publique, parents d'élèves et élèves, etc.). Les autres membres de la communauté peuvent supposer quelque utilité à l'écriture, mais ils ignorent presque totalement son utilisation, comme c'est le cas de bien de zones rurales en Afrique. Là-bas, l'impact de l'écriture sur la vie économique, sociale et culturelle est à peu près nul. Les signes ou textes écrits sont présents dans l'environnement mais passent généralement inaperçus ou sont peut-être pris pour de simples ornements. Les membres de ces communautés peuvent, par exemple, ne reconnaître aucune utilité aux panneaux de signalisation routière.

3.1.2 Le niveau 2 de l'environnement lettré : le mot écrit dans l'environnement

Ce niveau correspond aux contextes socioculturels où le signe écrit est omniprésent et dans presque tous les formats et supports. Si les manifestations du niveau 1 sont à peu près les mêmes partout dans le monde, les différences apparaissent avec le niveau 2. Dans les espaces urbains comme ruraux d'Europe, la quasi-totalité de ceux qui savent déchiffrer les écriteaux s'y réfèrera pour s'informer. Par exemple, le nom des rues est d'une utilité reconnue pour s'orienter. En revanche, dans les espaces urbains en Afrique subsaharienne où l'écriture est marginale, même pour les individus les plus

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

instruits, la référence au signe écrit n'est pas spontanée : on ne lit point les noms de rue ; on préfère, à la manière des illettrés, s'adresser et parfois de manière répétée, aux passants pour s'orienter.

3.1.3 Le niveau 3 de l'environnement lettré : la culture de l'écrit

Le niveau 3 de l'environnement lettré correspond aux situations où la culture de l'écrit transcende le niveau d'instruction. À niveaux d'instruction identiques, deux individus n'ayant pas le même degré d'appropriation de la culture de l'écrit réagiront de manières différentes. Par exemple, au terme d'une transaction commerciale même banale, l'individu dont la vie est mue par la culture de l'écrit s'attend à recevoir une preuve écrite, un reçu, par exemple. Il demandera à formaliser une affaire sur la base d'un contrat ; ce qui n'est généralement pas le cas de celui qui est moins enclin à la culture de l'écrit. Il se contentera de la confiance habituelle implicite dans la conclusion des transactions. De même, pour se repérer dans l'espace, la personne appartenant à la culture de l'écrit se munira de quoi écrire pour noter, par exemple, une adresse géographique avec précision. Dans les mêmes circonstances, la personne dont le mode de gestion personnel ignore l'écrit s'assurera d'avoir bien compris les indications de lieu en essayant de se remémorer les indices topographiques proches de l'endroit recherché. Plus généralement, il demandera à y être conduit par un guide.

La représentation du temps et sa gestion en termes de précision distingue les individus mus par la culture de l'écrit de ceux chez qui cette pratique est marginale. Avant de se rendre à une quelconque activité, l'individu dont la vie est régentée par la culture de l'écrit s'informera sur *l'heure* de la tenue de ladite activité. En revanche, la personne extérieure à la culture de l'écrit aura plutôt tendance à s'informer sur *le moment* de la journée où l'activité a lieu. Plus concrètement, lorsque le premier demandera « à quelle heure ? », le second demandera « quand ? » pour signifier à quel moment. Au total, la culture de l'écrit exige la précision inscrite de manière inhérente dans le signe écrit. Par contraste, les cultures qui opèrent en dehors du mot écrit ne se préoccupent guère de précision relativement au temps et à l'espace[5].

Les différences dans les niveaux d'imprégnation de la culture de l'écrit induisent des réflexes différents en ce qui concerne l'archivage ou la conservation du patrimoine. La fonction mnémonique de l'écriture transparaît au détour de nombre de pratiques socioéconomiques et culturelles. Dans les communautés mues par la culture de l'écrit, l'archivage des données et la conservation du patrimoine culturel sont quasi sacrés comme en témoigne l'existence des bibliothèques, des musées et autres monuments historiques auxquels on voue un respect presque religieux. L'archivage des documents

[5]Seule une culture du mot écrit peut découper le temps jusqu'aux unités de mesure les plus fines et même difficilement imaginables. En effet, si toutes les cultures découpent le temps en années, mois/lunes, semaines et jours puis demi-journées, seules les cultures du mot écrit parviennent à découper le jour en heures et les heures en minutes, les minutes en secondes et les secondes en tierces ou centièmes de secondes. Ces découpages sont difficilement imaginables sans l'écriture et il en est de même des estimations de l'espace. Lorsque les uns donnent les distances en kilomètres, les autres indiquent que « ce n'est loin/proche » !

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

et la maintenance en général sont un réflexe naturel des civilisations de l'écriture, sans distinction de région[6] et de culture[7].

Au niveau 3 de l'environnement lettré, la culture de l'écrit dépasse qualitativement les deux niveaux précédents parce qu'il correspond à cette phase historique de la vie d'une communauté où la pratique de l'écrit est parfaitement généralisée de sorte qu'il investit tous les secteurs et actes de la vie quotidienne. Au niveau 3 de l'environnement lettré, le fait de ne pas savoir ou vouloir se servir du mot écrit entraîne une mise en marge de la vie sociale, économique et même politique.

Si l'écriture a tellement d'importance, comment doit-on s'y prendre pour accélérer son avènement et la diffuser à l'échelle de la société ? Le recours à la langue paraît être le seul canal, tant il est vrai que les aptitudes d'écriture et de lecture ne peuvent exister dans le néant, en dehors de toute forme de langue.

3.2 La langue et la culture de l'écrit

L'écriture est aux langues ce que sont les outils à la tâche, le marteau à la fixation des clous ! Cependant, l'écriture ayant pour rôle de représenter la langue, il faut bien admettre son antériorité sur l'écriture ; la première pouvant exister sans la seconde alors qu'il est impossible d'imaginer une écriture en dehors de la langue. Ensuite, à la question de savoir quelle est la langue la plus appropriée pour accéder à la littératie ou la culture du mot écrit, la réponse est sans équivoque : c'est forcément la langue maternelle de l'individu ou celle de sa communauté.

Notre langue maternelle est le meilleur instrument de formation des concepts, de l'expérience vécue dans notre environnement naturel ou social, celui que nous voulons transformer. Elle est l'instrument capable de mieux rendre à l'oral ou à l'écrit ce que nous voulons exprimer sur l'environnement et les transformations que nous voulons y opérer par la suite. Bien ancrée dans l'environnement immédiat, la langue transforme certaines expériences sensorielles en concepts, lesquels recevront le revêtement linguistique pour devenir des signifiants. La même langue choisira de taire linguistiquement ceux des concepts qui n'ont pas de pertinence dans les représentations collectives… Lorsque par exemple un agriculteur sénoufo parle de *tulugo* pour renvoyer à une mesure précise d'un espace agraire estimée en nombre de billons, ce terme est intraduisible en français ou dans quelque langue européenne en raison de l'inexistence de cette réalité dans ces cultures-là. Pour parler des techniques de culture de l'igname, c'est la langue sénoufo qui paraît la mieux outillée. Comme la promotion de la culture de l'écrit consiste à faire affecter le signe écrit à l'essentiel des choses et des activités de la vie quotidienne, cette culture de l'écrit investira mieux l'esprit et entrera plus docilement dans le quotidien des individus, pour peu qu'ils acceptent de l'annexer à leurs propres langues.

[6] Le Souverain Bamoum Njoya avait si considérablement développé et vulgarisé l'écriture bamoun (J. O. Kenneth 2015), que celle-ci avait fini par être ressentie comme une nécessité sociale et scientifique. L'idée lui était alors venue de mettre en place des bibliothèques et stocker par écrit les connaissances locales en pharmacopée.

[7] Lorsque dans ces communautés les données économiques sont soigneusement archivées en raison de leur utilité critique pour la prise de décisions, dans celles où la culture de l'écrit est peu développée, la compilation des données statistiques est perçue comme une activité secondaire ou futile.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Bref, le développement et le renforcement d'une culture de l'écrit seront significativement accélérés et auront une assise plus ferme, si les individus développent cette nouvelle exploitation de la langue à partir du vécu exprimé dans la langue locale.

3.3 L'action de l'écrit sur le développement

Le développement a été défini comme l'ensemble des actions entreprises pour améliorer les conditions de vie. On sait que les changements sociaux sont des processus lents et pas forcément rectilignes. La volonté de changement est souvent freinée par des forces contraires. La vie des communautés humaines est un équilibre entre le désir de changement et la résistance au changement, le « dynamisme de l'équilibre de forces contraires » (E. Morin 2004 : 123).

L'équilibre des forces contraires est pris en charge par deux modes ou stratégies de pensée qui sont, selon J. P. Denny (1991), la pensée contextualisée et la pensée décontextualisée. Alors que la première favorise la résolution des problèmes sur la base de l'expérience déjà vécue et conservée dans la mémoire, la seconde encourage l'imagination de *scénarii* possibles, donc les projections dans l'avenir. L'écriture en tant qu'acte de représentation symbolique abstrait, entraîne l'esprit à optimiser la pensée abstraite et décontextualisée.

3.3.1 L'écriture et la stimulation de la pensée décontextualisée

L'écriture est une abstraction en ce sens qu'elle est considérablement décalée de la réalité. Imaginons que l'esprit convertisse une expérience sensorielle en concept et que le concept soit actualisé dans une langue particulière en un signifiant-mot. Si la langue en question utilise un système alphabétique, le signifiant-mot est ensuite décomposable en sons identifiés comme les phonèmes. À ce phonème, on fera correspondre un signe graphique (i.e. une lettre) qui est le summum de l'abstraction. En définitive, le signe minimal de l'écriture, c'est-à-dire la lettre, est une représentation abstraite du son lorsqu'il est isolé comme phonème, est lui-même une abstraction pour le profane.

Pour synthétiser, on dira que la pratique de la lecture et de l'écriture agit en faveur du changement suivant deux modalités. Premièrement, la pratique régulière et soutenue de ces deux activités intellectuelles finit par entraîner et habituer l'esprit aux opérations abstraites, mode de pensée sollicité pour se projeter dans le temps et envisager des scenarii inédits. En deuxième lieu, grâce à son pouvoir mnémonique, l'écriture permet aux hommes qui la pratiquent de décharger l'esprit des informations dont ils n'ont pas besoin à un moment donné, afin que le cerveau se mobilise pour des actions prospectives.

Au total, il faut retenir que l'écriture, en tant que système de représentation symbolique, agit sur le mode de pensée en optimisant chez les individus les capacités d'abstraction. Aussi, dans la mesure où la pensée décontextualisée va de pair avec le caractère abstrait de l'écriture et que cette même pensée décontextualisée est compatible avec l'idée de changement, on ne devra pas être surpris de voir la culture de l'écrit s'accommoder parfaitement aux capacités de projection dans le temps.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

3.3.2 L'écrit et la stimulation de la pensée opérationnelle

Si un individu acquiert les aptitudes de l'écriture et de la lecture sans que ces acquis soient sollicités pour résoudre des problèmes concrets, il est fort probable que les aptitudes en question périclitent et s'effacent à la longue. En revanche, lorsque les mêmes aptitudes sont appliquées à l'accomplissement de tâches quotidiennes, l'habitude aidant, la pratique de l'écriture peut s'ancrer durablement et se consolider, quoique sur le long terme (A. B. Bernardo 1998).

L'écriture, et plus spécifiquement sa pratique de l'écriture, a été cruciale pour l'émergence et le développement des sciences. Certaines informations accumulées avec le temps, ont d'abord été, très souvent, inexactes. Mais l'écriture les ayant rendues permanentes dans leur format originel, elles ont pu être réévaluées et rectifiées. J. Goody (2015) rappelle le rôle crucial de la culture de l'écrit dans la distinction entre le mythe et le fait historique, entre les croyances qui encouragent l'immobilisme et les vérités objectives et vérifiables qui contribuent à faire avancer les connaissances. De façon plus concrète, il rappelle que l'amélioration significative de la cartographie a été possible grâce aux informations archivées à l'écrit et qui ont ensuite été revues et corrigées à la lumière des connaissances nouvelles dans les sciences géographiques (J. Goody 2010).

La codification de l'expérience sous forme de formule est l'un des moyens qui permet de fixer des solutions et d'en engager le perfectionnement. J. Goody (*op. cit.*) relate le cas d'un commerçant yorouba illettré qui comptait fastidieusement les cauris alors utilisés comme monnaie d'échange. Il avait réussi, un jour, par hasard, à trouver une méthode de décompte efficace. Malheureusement, trois jours plus tard, il lui a été impossible de renouveler ce mode de calcul car il avait oublié la méthode utilisée quelques jours plus tôt. Non lettré, il ne l'avait pas consignée par écrit.

L'accès du public à l'information et aux connaissances a contribué à la formation et au raffinement de l'esprit critique, véritable catalyseur des bouleversements sociaux. Les connaissances rendues disponibles sur le monde et les mondes a permis de comparer, par exemple, différents régimes politiques. Les idées progressistes aidant, certains individus ou groupes d'individus en arrivent à remettre en question les systèmes politiques existants et à imaginer d'autres *scénarii*. Dans la foulée, les revendications sociales se font jour et pour l'exercice des libertés individuelles et de la liberté d'opinion. La satisfaction de ces revendications est l'une des conditions qui permettraient d'améliorer la vie sociale. Il faut bien voir que c'est l'esprit critique catalysé par la culture de l'écrit qui finit par encourager d'autres groupes d'intérêt à prendre position sur l'éthique des systèmes de production. Les avancées scientifiques permettent la croissance économique, mais cela ne se fait-il pas sans conséquences ? C'est encore l'information (scientifique) rendue disponible en grande partie par l'écrit qui fait émerger la conscience écologique concomitamment à la problématique du développement durable.

Concernant la gestion de l'information, on note un contraste saisissant entre les cultures de l'écrit et celles où l'écriture est marginale. Lorsque la mise en circulation ou la publicité autour de l'information est la norme, dans les communautés où

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

l'écriture est négligeable, la règle est le secret absolu ! Les raisons de cette grande divergence sont encore à rechercher dans la culture de l'écrit[8].

De tout ce qui précède, on peut conclure que pour faire progresser le niveau de développement, les nations au sud du Sahara devraient s'employer à asseoir une culture de l'écrit et s'employer à tendre vers l'avènement de l'environnement lettré de niveau 3.

4 La promotion de l'environnement lettré et les contraintes inhérentes

Pour suggérer des solutions allant dans le sens de la promotion d'un environnement lettré propice à l'implantation et au renforcement d'une culture de l'écrit, il convient d'abord d'en identifier les contraintes les principales contraintes spécifiques à l'Afrique subsaharienne.

4.1 Les contraintes sur la promotion de l'environnement lettré

La promotion de l'environnement lettré nécessaire à l'émergence d'une culture de l'écrit se heurte à nombre d'obstacles, au nombre desquels, la persistance de l'analphabétisme, la déculturation des alphabétisés formés dans le système d'éducation formelle, le coût de production des matériels didactiques, surtout lorsque l'on a le souci de les adapter aux stratégies nouvelles de vulgarisation de l'écrit et, enfin, la faiblesse d'instrumentalisation des langues locales qui est peut-être la contrainte la plus sérieuse.

4.1.1 La lenteur du processus d'alphabétisation par la scolarisation

L'émergence de l'environnement lettré est conditionnée par l'étape initiale de l'acquisition des aptitudes de l'écriture et de la lecture. Il se trouve que selon l'Unesco (2006 : 178), l'Afrique subsaharienne fait partie des régions du monde où les taux d'analphabétisme sont particulièrement élevés (60 % en moyenne). Les causes de cet état de fait sont maintenant bien connues : dans la quasi-totalité des pays de cette zone subsaharienne, les médiums d'instruction sont des langues qui ne sont pas celles des apprenants. La conséquence pédagogique immédiate est que l'effort intellectuel que doivent consentir les jeunes apprenants de cette zone est comparativement supérieur à celui du jeune européen, japonais, vietnamien, coréen, etc. En effet, ces derniers sont, dans une large mesure, exonérés de la difficile tâche d'apprentissage du vocabulaire, de la grammaire et des subtilités stylistiques. Ils se concentrent davantage sur l'acquisition des connaissances encyclopédiques et la transposition éventuelle de celles-ci sur le terrain du développement.

4.1.2 L'éducation formelle et la déconnection culturelle

Il a déjà été indiqué que le développement reposait sur le principe de l'exploitation raisonnée et durable de l'environnement afin de satisfaire les besoins essentiels de

[8] Les civilisations de l'écrit ont assis des mécanismes de reconnaissance des droits des créateurs, inventeurs et détenteurs de savoirs, qui en tirent un bénéfice et une légitime fierté. À l'opposé, les communautés où l'écrit est marginal ou ignoré ne disposent presque pas de tels mécanismes. Les savoirs accumulés ici sont nécessairement exposés au risque de distorsion et d'effacement définitif lorsque la mémoire du détenteur défaille ou qu'il décède.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

la population. On convient que cette exploitation ne puisse pas se faire qu'à partir d'une bonne connaissance du milieu. Malheureusement, le type de scolarisation mis en œuvre dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne déconnecte les apprenants de leur environnement naturel. En outre, selon K. K. Prah (2009), les élites africaines sont ces créatures qui s'éloignent drastiquement du milieu social qu'ils sont appelés à transformer, puisqu'en s'instruisant, ils apprennent les valeurs et normes des langues européennes dont la pratique de l'écrit ne peut se faire en dehors de leur contenu culturel.

4.1.3 Les coûts de production des supports didactiques dans les langues locales

Pour tenir compte des effets de la déconnexion culturelle due à l'utilisation des langues étrangères, suite aux recommandations répétées de l'Unesco, les langues locales ont fini par être acceptées à l'école sous diverses options. L'option la plus répandue est celle de l'éducation dite « bilingue » encore appelée la « pédagogie convergente » ou « école intégrée ». On part de la langue des apprenants pour arriver progressivement aux langues étrangères dominantes. C'est, à la vérité, une option d'une efficacité très discutable : comment justifier le retour aux langues étrangères après avoir amorcé l'éducation dans la langue des apprenants. Il s'agit, en réalité, d'une défaite culturelle et idéologique. A-t-on connaissance d'un seul cas d'application d'une telle méthode qui ait abouti à un vrai changement de mentalité ? Les Africains ressentiraient-ils quelque insécurité à se départir des langues coloniales ? Qu'est-ce qui peut bien justifier cette crainte ?

Quoi qu'il en soit, l'implémentation de la pédagogique bilingue se heurte à des contraintes techniques d'acuité variable selon les régions. Tant que la nation jouit d'une relative homogénéité linguistique, le coût de production des supports est peu onéreux. En revanche, si le paysage linguistique est hétérogène et qu'il faut confectionner et produire des manuels pour un nombre élevé de langues, les questions budgétaires font surface et finissent par freiner l'enthousiasme des initiateurs. Dans le cas ivoirien, après plus d'une quinzaine d'années « d'école intégrée », seul le manuel de lecture a été produit pour chacune des 10 langues retenues (S. J. Silué et O. K. Yéo 2017). Pour ce qui est des autres matières plus techniques (grammaire, mathématiques, géographie, technologie, physique, etc.), les supports didactiques sont toujours en préparation. L'obstacle majeur à la confection des manuels didactiques n'est pas seulement d'ordre financier ; la contrainte est plus sérieuse puisqu'elle procède du manque d'instrumentalisation des langues pour l'usage écrit.

4.1.4 L'instrumentalisation des langues locales pour l'usage écrit

L'instrumentalisation des langues locales pour les faire passer de l'oralité à l'écriture reste un défi majeur. Il s'agit d'abord de la mise au point d'un système d'écriture puis de l'enrichissement conceptuel des langues afin de les rendre aptes à nommer les concepts techniques les plus pointus. La tâche est rude mais elle constitue le passage obligé pour que les langues locales africaines arrivent un jour à « parler le développement ».

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Quant au système d'écriture le plus approprié pour les langues africaines, le débat n'est toujours pas tranché. Pendant que certains linguistes ou praticiens sur le terrain préconisent le recours à des transcriptions phonétiques, d'autres comme les chercheurs du réseau Casas, proposent une écriture purement orthographique (S. J. Silué 2016) et qui soit transversale sur plusieurs variantes de langues du même groupe linguistique[9]. Comme on peut le deviner, le choix du type d'orthographe a des implications considérables sur la problématique de la fragmentation linguistique réelle ou supposée dans la zone subsaharienne (S. J. Silué 2018) et, partant, sur les coûts de production des matériels didactiques.

4.2 Les actions en faveur de la promotion de l'environnement lettré

La promotion de l'environnement lettré ou le développement d'une culture de l'écrit est moins un problème linguistique qu'un problème de perception, de représentation au sens psychologique ou encore d'idéologie nécessitant une véritable révolution culturelle.

La création progressive d'un environnement lettré propice au développement et à sa durabilité nécessite deux types d'actions : une révision des idées reçues sur l'écosystème subsaharien et la révision du statut des langues locales.

4.2.1 Revoir les croyances sur l'écosystème linguistique

Le regroupement des dialectes/langues et les orthographes transversales

Le développement de l'environnement lettré, faut-il le rappeler, répond au souci de sortir les langues de l'oralité pour les ouvrir sur la communication écrite. Cela passe nécessairement par un travail sur la structure des langues qui comprend la fixation d'un système d'écriture.

Par ailleurs, le recours aux langues locales pour les besoins de l'éducation formelle s'est souvent heurté aux coûts de production des manuels scolaires. Deux solutions sont possibles : d'abord à l'intérieur des États, on procédera au regroupement des dialectes/variantes sur la base d'un taux d'intercompréhension prédéterminé. Les variantes ayant un taux d'intercompréhension mutuelle probant[10] seront dotées d'un seul et unique système orthographique. De la sorte, au lieu d'avoir à financer la production de plusieurs manuels au contenu identique mais qui se distinguent par quelques variations dialectales, un seul manuel sera produit. Une autre solution, au niveau sous régional, serait d'engager l'instrumentalisation et la promotion expresse des langues à envergure transfrontalière (S. J. Silué 2013). Notons que dans le contexte actuel de la globalisation, les langues locales ne survivront pas toutes, surtout que sont à l'œuvre des formes de globalisation locales (S. Mufwene 2010) à travers lesquelles les grandes langues transfrontalières phagocytent les langues minoritaires intra-nationales.

L'enrichissement conceptuel des langues

[9] Suivant cette option, l'ashanti, le fanti et le twi au Ghana, le baoulé, l'agni, les langues lagunaires de Côte d'Ivoire utiliseraient le même système graphique quitte à ce que, selon les communautés linguistiques particulières, l'on observe, à l'oral, des variations allant des plus proches aux plus différentes.

[10] Dans la procédure de regroupement des dialectes et parlers, CASAS considère qu'un taux d'intercompréhension de 80 à 85 % autorise à traiter deux variantes comme le même et seul médium, du moins en ce qui concerne l'utilisation d'une orthographe commune.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

L'absence, dans les langues locales, de signifiants-mots à même de nommer les concepts des champs sémantiques relatifs aux domaines scientifiques dans le contexte éducatif est une des causes oubliées des difficultés de conception des supports didactiques en langues nationales. Comment produire des manuels scolaires en langues locales, si les langues en question ne comportent pas les signifiants recherchés ? Pour y parvenir, il faudra sans aucun doute procéder à l'enrichissement conceptuel de ces langues en les dotant d'un vocabulaire technique requis.

Un moyen de constituer des stocks lexicaux de terminologie spécialisée doit consister, dans un premier temps, à traduire les textes en rapport avec les domaines de connaissance visés. On pense naturellement aux manuels déjà existants dans les langues européennes, mais surtout aux documents de vulgarisation édités dans les langues occidentales sur les questions de santé, d'hygiène, d'éducation en général, d'environnement, etc. Une telle littérature dûment traduite dans les langues locales constitue un début de compilation de la terminologie scientifique. Un autre moyen de procéder à l'enrichissement conceptuel des langues est le recours aux textes des informations des radios locales qui sont, sans le savoir, des laboratoires d'incubation lexicale[11].

L'action la plus complexe et la plus délicate pour la promotion d'une culture de l'écrit est celle relative au statut des langues et au nécessaire changement de perception vis-à-vis d'elles.

4.2.2 Un changement d'attitude vis-à-vis des langues locales

Pour que les langues locales puissent être des instruments d'inculcation de la culture de l'écrit, il importe de revoir leur rôle actuel dans les systèmes d'éducation formelle, d'encourager la formation de leurs utilisateurs à l'écrit, de promouvoir une littérature locale et soutenir la formation des savoirs locaux formatés et conservés à l'aide du mot écrit.

Les langues locales à l'école

Comme indiqué plus haut, depuis les années 1980, un bon nombre de nations subsahariennes ont intégré les langues locales dans leur système éducatif. Malheureusement les ambitions affichées restent désespérément modestes. Dans la plupart des cas, l'utilisation de ces langues locales n'a jamais dépassé le cap du cycle primaire[12] et le syndrome du retour aux langues coloniales refait toujours surface. Il y a là un aveu d'impuissance parce qu'on se convainc que le recours aux langues étrangères est inévitable. Il y a également lieu de s'inquiéter de ce que le medium qui est censé créer un environnement lettré spécifique aux besoins de développement locaux soit abandonné avant même que l'éducation formelle ne s'ouvre sur les véritables problématiques du développement.

[11] Les présentateurs de la version bambara d'une chaîne européenne au Mali se sont trouvés dans l'obligation de trouver un signifiant correspondant au concept « terroriste ». Ils ont lancé sur les ondes, comme un ballon d'essai, le terme « *jaa-tigae-kaele ke lau* » [jatigɛ kɛlɛkɛ lau] littéralement, les belligérants qui vous coupent le cœur par la violence de leurs actions ». Le terme semble maintenant intégré puisqu'il est utilisé sur les ondes sans explications supplémentaires.

[12] Les programmes de pédagogies convergentes, d'éducation bilingue (Burkina) ou d'école intégrée (Côte d'Ivoire) dépassent rarement les trois premières années du cycle primaire.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Pourtant, le recours aux langues locales est une nécessité technique incompressible. En effet, dans l'histoire des hommes on ne trouve aucun exemple de nation qui se soit développée à partir d'une langue autre que celle de la communauté et comme le rappelle J. N'Guessan Kouadio 2016), il n'y a aucune raison que les nations africaines fassent exception à cette règle ! Une révolution mentale s'impose donc : l'élite et les responsables de l'éducation doivent d'abord se convaincre de la capacité des langues locales à servir le développement, faute de quoi leur exploitation dans le système éducatif restera toujours à l'état de projet.

La situation de la zone subsaharienne contraste avec celle des pays asiatiques. La plupart des nations développées ou en pleine émergence ont bâti leur essor économique et de développement social sur une culture de l'écrit à partir des langues locales. Lorsque ces nations entreprennent d'apprendre les langues étrangères, c'est pour faire face à la nécessité de commercialiser sur le marché international ce que le recours à leurs langues dans le développement leur ont permis directement ou indirectement de produire.

Optimisation des techniques de production et l'effet domino

Partout où l'écriture est apparue et quelle que soit la période dans l'histoire des hommes, elle ne l'a jamais été par génération spontanée ou par la seule volonté de quelques individus isolés. On sait, par exemple, que les Sumériens avaient été presque contraints à créer ou, du moins, à révolutionner l'écriture pictographique en y ajoutant la dimension « rébus », rendant ainsi possible la mise à l'écrit de concepts abstraits comme le nombre, le temps chronologique, les temps grammaticaux, etc. L'impulsion ainsi insufflée avait été dictée, dans un contexte de « production de surplus » où il fallait recenser les biens produits, leurs propriétaires pour déterminer les taxes sur les revenus. Le développement d'une culture de l'écrit en Afrique ne fera pas exception à la règle. La culture scripturale part toujours d'une nécessité et si cette nécessité n'est pas immédiatement perçue, l'autorité publique ou les groupes intéressés à la culture de l'écrit devront faire percevoir les besoins et les bénéfices.

Dans nombre de pays de la zone subsaharienne, une culture conduisant directement au profit s'est créée autour des cultures de rente (coton, café, cacao, anacarde, arachide, etc.) ou l'élevage. Les sociétés spécialisées qui avaient tout intérêt à voir prospérer ces productions, se sont rapidement tournées vers une alphabétisation fonctionnelle afin d'optimiser leurs résultats. Dans la plupart des cas, des sociétés comme la CIDT (Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles) ont été jusqu'à former des formateurs en alphabétisation appliquée à la production agricole. Les membres formateurs appartenant à de tels groupements professionnels sont formés à la présentation de l'information écrite comme les procès-verbaux de réunion, la prise et le recensement des dimensions exactes de leur exploitation, l'établissement de calendriers agricoles annuels à partir de leur propre expérience, l'estimation exacte de la quantité d'intrants (engrais, herbicides), etc. à utiliser. De la sorte, les recommandations techniques des agents de l'État viennent en appoint et sont parfois mises en concurrence.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Les autorités publiques, en particulier les collectivités locales dûment informées des enjeux de la culture de l'écrit, doivent exiger de toutes les autres structures d'encadrement agricole, le développement des capacités des agriculteurs par l'alphabétisation fonctionnelle.

Dans les zones urbaines, les ONG et les collectivités locales devront encadrer les associations autour des activités génératrices de revenus (fabrication de jus, attiéké, alloko[13], etc.) et les faire bénéficier de formations en alphabétisation fonctionnelle où l'écriture est mise au premier plan.

Le recours à l'écrit ne devra pas être limité aux cultures de rente. Les autorités publiques (collectivités locales) devront identifier certaines cultures vivrières essentielles et les faire développer selon les schémas appliqués aux cultures de rente.

La politique de développement des capacités dans le domaine des cultures de rente, son extension aux cultures vivrières et, dans les zones urbaines, aux activités génératrices de revenu AGR) finira par créer une masse critique d'utilisateurs de l'écrit qui entraînera les acteurs d'autres secteurs dans la nouvelle pratique. Parce que, comme le fait remarquer M-H Lachaud (2006), « dans une « société littératienne » il devient donc difficile, voire impossible d'éviter l'écrit car il institutionnalise nos rapports sociaux ». La propagation progressive des réflexes de l'écrit à la population constitue ce que nous avons appelé ailleurs « l'effet domino », une sorte de contamination à la pratique de l'écrit, par une diffusion progressive dans l'espace communautaire.

Développement d'une littérature locale

L'une des faiblesses des projets d'alphabétisation est l'exécution de la phase post-alphabétisation. La pratique actuelle pour maintenir les acquis de l'alphabétisation en évitant que les néo-alphabétisés ne « rechutent » dans l'illettrisme est la disponibilité de supports de lecture. La faiblesse d'un tel dispositif est que ce sont presqu'exclusivement les moniteurs ou autres promoteurs qui sont les auteurs concepteurs de tels supports. Selon cette approche, on voit bien que l'accent est mis sur la lecture au détriment de l'écriture[14]. Au bout du compte, on a des alphabétisés passifs qui n'en sont même pas, puisqu'ils n'ont pas appris à produire une information écrite structurée selon les codes de l'écrit. Au mieux, ils transcrivent de l'oral par écrit.

L'écriture structure la pensée et il importe que les néo-alphabétisés soient soumis à l'apprentissage d'information à usage pratique réel. Concrètement, les néo-alphabétisés doivent pouvoir extraire des informations de quelque support écrit et les organiser pour en faire une présentation écrite. De tels exercices les entraînent à la structuration selon les exigences de l'expression écrite.

Le développement de la littérature locale peut commencer par la transcription de contes oraux déjà existants, cela constituerait un premier pas dans le passage de l'oral à l'écrit. Ces pratiques littéraires pourront être ensuite étendues à la rédaction

[13] Spécialités culinaires ivoiriennes : l'attiéké est un couscous à base de manioc et l'alloko, une friture de bananes plantains très mures.

[14] Il faut bien voir qu'en matière d'apprentissage et d'exploitation des langues, les habilités sont appariées sur la base de leur caractère « actif » ou « passif ». La lecture est le volet passif de la communication scripturale, information en opposition avec l'écriture qui est un processus actif. Corrélativement, l'écoute est passive et le parler actif.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

de monographies sur le village ou la région, l'élaboration des généalogies de souverains successifs en guise d'informations historiques, la présentation par écrit du système des classes d'âge, etc.

La littérature naissante ne pourra être pérennisée sans l'appui extérieur des collectivités locales qui pourraient exploiter les technologies numériques actuelles pour la diffusion des textes écrits actuelles pour l'impression et la publication des écrits. Ces autorités devront surtout imaginer des mécanismes pour récompenser les auteurs et engager des actions pour soutenir leur renommée.

La production d'œuvres littéraires devra s'accompagner de l'ouverture de « cases de lecture » sur le modèle des « cases de santé ». Au-delà de la littérature, le développement de la culture de l'écrit doit se poursuivre avec la constitution des savoirs techniques portés à l'écrit.

La production de savoirs locaux techniques

La culture de l'écrit commencera véritablement à s'affermir lorsque les membres d'une communauté en viendront à solliciter l'écrit pour les activités jugées importantes pour la conduite des actions quotidiennes. Sous l'impulsion des promoteurs d'alphabétisation ou des collectivités locales intéressés par le développement de la culture de l'écrit, on peut commencer à constituer des savoirs en mettant par écrit la traduction des livrets de vulgarisation existants sur la santé, l'hygiène, l'environnement, les cultures maraichères, les élevages classiques (volailles, ruminants), ou les activités novatrices comme l'élevage de gibiers comme l'agouti. Mis à la disposition des populations alphabétisées dans les cases de lecture, ces livrets pourraient aider les ruraux à s'entraîner à une lecture instructive et à se familiariser avec la rigueur qui caractérise l'organisation de l'information écrite.

La production des savoirs en langues locales revient aussi à produire des supports sur les techniques traditionnelles (agriculture, pêche, tissage, etc.) et autres activités artisanales.

Comme indiqué ailleurs, l'inclinaison naturelle au secret dans les sociétés n'utilisant pas l'écrit procède d'une absence de mécanisme de reconnaissance des détenteurs de savoir. Tout en encourageant les sachants à mettre les savoirs à l'écrit, donc sur la place publique, une politique des droits d'auteur et d'invention devra être imaginée et appliquée.

Les collectivités locales peuvent organiser des compétitions où un jury de sachants sélectionne et prime la technique agricole jugée la plus efficace. La culture de l'écrit commencera à s'installer si la question de la vérification empirique des méthodes agricoles proposées est soulevée. Ce sera alors la preuve que les mentalités tournent le dos aux croyances pour tendre vers la mise à la vérification par la preuve de certaines pratiques, pour ainsi dire, la promotion de la pensée rationnelle que porte la langue écrite. Encore et toujours, lorsque les acteurs ruraux ou les alphabétisés accorderont leur confiance aux mécanismes de reconnaissance des droits du détenteur de savoirs, l'idée de la mise à l'écrit des savoirs médicinaux et même ceux prétendument « mythiques », pourra être envisagée.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

5 Conclusion

La langue peut contribuer au développement à condition qu'elle soit enrichie de la valeur culturelle ajoutée (VCA) qu'est l'écriture. Mais l'écriture, en tant que système de représentation de la parole, ne provoquera pas le développement. Pour le faire, il faut que le recours au mot écrit devienne un réflexe sur le plan individuel et que, surtout, il soit généralisé à l'ensemble de la communauté. C'est ainsi qu'émerge l'environnement lettré dont le niveau le plus achevé est une véritable culture du mot écrit telle qu'elle existe en Occident et dans les pays qui connaissent depuis des siècles la pratique de l'écriture.

L'environnement lettré n'est donc pas la simple présence de l'écriture dans l'espace social. L'environnement lettré de niveau 3 visé renforce une pratique de l'écrit qui change fondamentalement les réflexes et mécanismes d'accumulation, de gestion et d'exploitation des savoirs et connaissances. L'environnement lettré est le milieu de culture idéal du développement.

L'avènement de l'environnement lettré ne surviendra pas par génération spontanée. C'est un processus lent qui exige patience et persévérance, qui doit mobiliser bien au-delà des agents officiels du développement. La plupart des sociétés reconnues développées aujourd'hui sont passées par cette voie et, pour paraphraser Jérémie Kouadio N'Guessan (2016), il n'y a aucune raison de penser que l'Afrique fera exception à cette loi universelle.

En ce qui concerne la région subsaharienne dont le développement tarde à prendre réellement forme (si on ne confond pas développement et croissance), il importe de développer la culture de l'écrit en préparant les langues, c'est-à-dire en les instrumentalisant pour la communication écrite par la mise au point d'orthographes transversales et en s'attaquant à la question de l'enrichissement conceptuel aux fins de rendre les langues locales aptes à comprendre et à parler le développement.

Références bibliographiques

Bernardo, Allan B. I. (1998), Literacy and the Mind. The Contexts and Cognitive Consequences of Literacy Practice, Unesco Institute for Education & Luzac Oriental, Hamburg.

Coetzee, J. K. (2001), « Modernization theory : A model for progress », in Coetzee, J.K ; Graaf, J. (Eds.), Reconstruction, Development and People, International Thompson, Halfway House, p. 27-44.

Denny, J. Peter (1991), « Rational Thought in Oral Culture and literate Decontextualization », in Olson David R. ; Torrance N. (Eds), Literacy and Orality, CUP, Cambridge, p. 79-90.

Djedjou, Atché (2018), « Elements for a Sustainable Management of Linguistic Resources », *Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques (LTML)*, n°15, p. 80-90.

Garforth, Christopher ; Oakley, Peter (1986), Guide pour la formation des vulgarisateurs, FAO, Rome.

Goody, Jack (2015), Mythe, rite et oralité, PUN – Éditions Universitaires de Lorraine.

Goody, Jack (2010), Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde ? trad. de l'anglais par Durand-Bogaert, F., Gallimard [éd. orig. 2006], Paris.

Kenneth J. Orosz (2015), « L'Alphabet de Njoya. Le sultan des Bamoun et les réactions coloniales françaises à l'écriture A ka u ku », Cahiers d'études africaines, Varia 217, p. 45-66.

Kouadio, N'Guessan Jérémie (2016), « Pourquoi et comment les langues nationales peuvent-elles contribuer au développement ? », Leçon inaugurale de l'Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Diasporas Africaines (ASCAD) prononcée le 08 décembre 2016 à l'amphithéâtre de la CGRAE-Abidjan (Côte d'Ivoire).

Lachaud, Marie-Hélène (2006), « La littératie. Autour de Jack Goody », Pratiques, n°131-132, déc. 2006, p. 193-196.

Morin, Edgar (2004), La Méthode. VI. Éthique, Le Seuil, Paris.

Maddison, Angus (2001), L'Économie mondiale, Une perspective millénaire, OCDE, Paris.

Moyo, Dambisa (2009), L'Aide fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique, J. C Lattès, Paris.

Mufwene, Salikoko S. (2010) « Global Multilingualism, World Languages and Language System – Chapter », in Coupland N. (Ed), Handbook of language and globalization, Wiley-Blackwell, p. 31-55.

Prah, Kwesi K. (2009), The African Nation : State of the Nation, Casas, Cape Town.

Prah, Kwesi K. ; King,Yvonne (1998), In Tongues : African Languages and the Challenge of Development, Casas, Cape Town.

Silué, Sassongo J. (2013), « Advocating for Alternative National Language Policies in Africa », Cahiers Ivoiriens de recherche linguistiques (CIRL), n° 33-34, p. 125-142.

Silué, Sassongo J. (2016), « La problématique de la notation des tons pour une orthographe harmonisée des langues africaines », Laboratoire des théories et modèles linguistiques (LTML), n°13, p. 154-168.

Silué, Sassongo J. ; Yéo, Oumar Kanabein (2017), « Les défis à l'intégration des langues locales dans les systèmes éducatifs formels ouest-africains : cas de la Côte d'Ivoire », Baobab, 2nd semestre, p. 188-200.

Silué, Sassongo J. (2018), « Discourse on Linguistic Diversity in Africa , Deconstructing the African Tower of Babel », in Prah Kwesi K. ; Miti, Musazitame L. (eds), Casas Book Series, n°120, Cape Town, p. 26-44.

Unesco (2006), « Le défi de l'alphabétisation (Chapitre 7) », Rapport de suivi de l'éducation pour tous, Unesco, p. 170-197.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543